

Date : 19/04/11

public et privé pour la mise à niveau de l'agriculture en Afrique



Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime, M. Aziz Akhannouch. /DR

Le ministre de l'Agriculture et des Pêches maritimes, M. Aziz Akhannouch, a insisté sur l'importance de l'investissement public et du secteur privé pour la mise à niveau de l'agriculture en Afrique et la réalisation de la sécurité alimentaire.

"La responsabilité de nourrir le monde passe par un rôle des Etats mais aussi par l'importance de l'investissement du secteur privé", a affirmé le ministre qui intervenait lundi soir lors d'un atelier sur le thème: "Comment nourrir le monde", organisé dans le cadre du forum "Dakar Agricole 2011".

"Plus on investit, plus on améliore le rendement et plus on croît l'offre de la production agricole", a-t-il ajouté en mettant l'accent sur l'importance d'améliorer l'environnement des affaires pour rendre l'agriculture plus attractive et assurer une meilleure rentabilité aux investisseurs.

M. Akhannouch a expliqué que cet investissement apportera une amélioration des intrants, notamment les semences, en donnant l'exemple du Maroc où un programme "volontariste" de développement des semences durant les trois dernières années a permis de multiplier par 2,5 les semences pour les céréales.

"Il faut également investir dans la mécanisation par notamment l'utilisation des tracteurs", a-t-il poursuivi, citant aussi l'exemple du Maroc où près de 7.000 nouveaux tracteurs font leur entrée chaque année dans le secteur agricole.

Évaluation du site

Ce site marocain est alimenté par une équipe de journalistes. Il diffuse des articles concernant l'actualité générale locale.

Cible
Spécialisée

Dynamisme* : 143

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Selon le ministre de l'Agriculture, ces lourds investissements ont toutefois besoin de politiques publiques d'aide. "Il faut accompagner les agriculteurs par des aides à l'investissement en vue de leur permettre de se doter des moyens modernes", a-t-il dit.

Il a également insisté sur l'importance de l'organisation des acteurs agricoles à travers la création des coopérations et des groupements d'intérêt économique (GIE), et le développement des instituts de recherche en Afrique pour qu'ils soient "en phase" avec les besoins actuels des agriculteurs.

Selon M. Akhannouch, l'agriculture "souffre des mêmes maux" dans les différents pays africains. "Il y a un socle commun de difficultés", a-t-il précisé, mettant l'accent sur la rareté de l'eau, les problèmes des intrants, la faible mécanisation et l'utilisation des techniques d'irrigation et le morcellement des terres.

Dans un message adressé à ce forum, et lu lundi à la séance d'ouverture par le Premier ministre, M. Abbas El Fassi, SM le Roi Mohammed VI a indiqué que l'Afrique est tenue de revaloriser son potentiel agricole et de construire des stratégies solides et durables afin de renforcer la lutte contre la pauvreté et de répondre à la problématique de la sécurité alimentaire.

"La promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine agricole pourrait concourir de façon significative à atteindre cet objectif en termes d'opportunités d'échanges et de complémentarité", a ajouté le Souverain, soulignant que l'Afrique se doit de jouer un rôle actif au plan international, en matière de sécurité alimentaire.

"Cela implique nécessairement des investissements massifs dans les projets agricoles et d'infrastructures, notamment les infrastructures hydro-agricoles et le renforcement des circuits logistiques de distribution et d'accès aux marchés", a précisé SM le Roi.

Le Dakar agricole 2011, organisé à l'initiative du président sénégalais, Me Abdoulaye Wade, en collaboration avec le "Mouvement pour une **Organisation Mondiale de l' Agriculture** " (**MOMAGRI**), veut apporter des éléments de réponse à des questions fondamentales concernant l'agriculture.

"Selon quels principes peut-on réguler les marchés agricoles afin de prévenir les crises alimentaires et éviter les crises agricoles à répétition?", "Quels instruments de pilotage et de coopération internationale mettre en oeuvre pour améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté ?", "Sur quelles bases créer une nouvelle gouvernance mondiale qui fera de l'agriculture, de l'alimentation et de la préservation de l'environnement une priorité majeure?", sont autant de réflexions soumises aux divers ateliers de ce Forum qui réunit des décideurs politiques, des professionnels et experts de renom sur les questions de la régulation et de la gouvernance agricole mondiale.

Selon les organisateurs, les conclusions qui émergeront de ce Forum formeront un pilier essentiel des négociations internationales actuellement engagées dans le cadre du G20, présidé par la France.

Les experts marocains présents à Dakar vont présenter les grands axes du plan "Maroc Vert", mis en oeuvre depuis quelques années pour relancer le secteur agricole et en faire un moteur de croissance de l'économie nationale.

MAP